

SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Seine-Saint-Denis"



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19. Le décret n°2020-1328 du 2 novembre 2020 précise les modalités de l'aide dans le cadre du reconfinement. Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



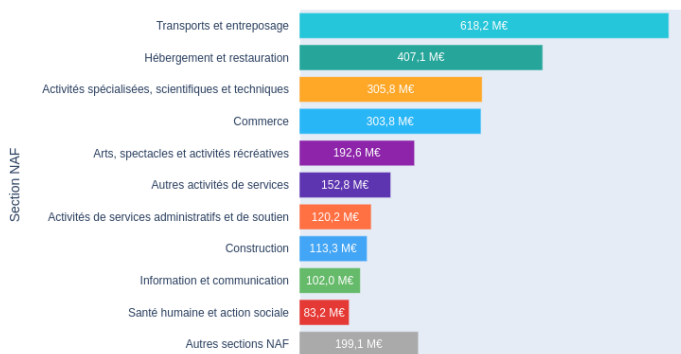
Montant total : 10 121 055 169 euros

Nombre d'aides : 5 784 699

Nombre d'entreprises : 1 819 291

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



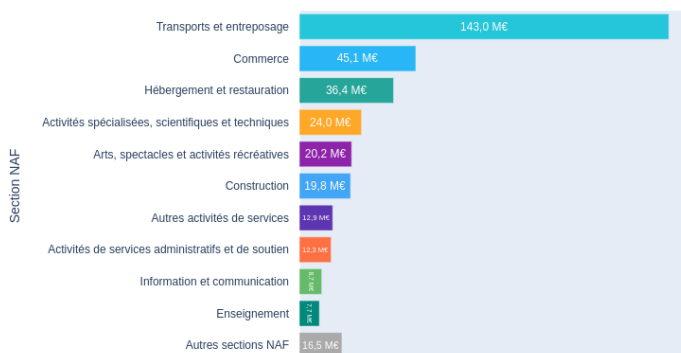
Montant total : 2 598 013 837 euros

Nombre d'aides : 1 403 692

Nombre d'entreprises : 379 613

Niveau Départemental : Seine-Saint-Denis

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 346 625 963 euros

Nombre d'aides : 189 022

Nombre d'entreprises : 46 266



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 125 949 429 758 euros

Nombre de prêts : 622 167

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)

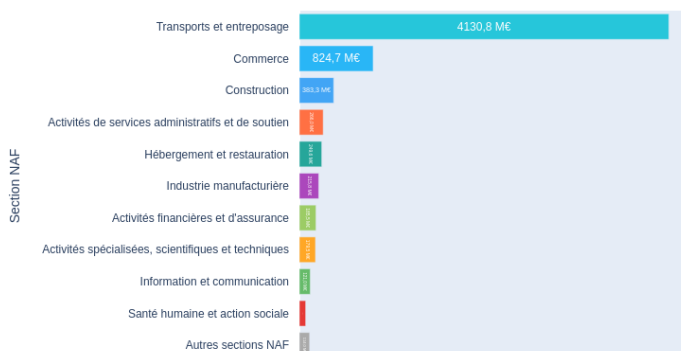


Montant total : 46 475 393 852 euros

Nombre de prêts : 131 955

Niveau Départemental : Seine-Saint-Denis

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 6 740 061 304 euros

Nombre de prêts : 11 878



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 160 513 813 euros

Nombre de reports : 87 569

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)

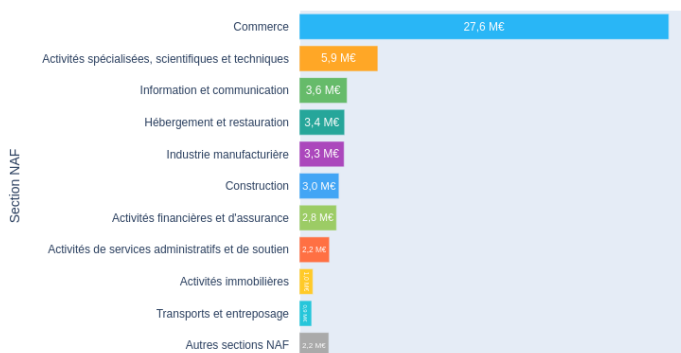


Montant total : 1 036 933 605 euros

Nombre de reports : 12 569

Niveau Départemental : Seine-Saint-Denis

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 55 892 497 euros

Nombre de reports : 887



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 122 457 218 euros

Nombre d'aides : 159 189

Niveau Départemental : Seine-Saint-Denis

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 10 764 956 euros

Nombre d'aides : 15 469



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Nombre de demandes : 127 455

Nombre de salariés : 630 565

Heures demandées : 36 989 000

Niveau Régional : Île-de-France



Nombre de demandes : 39 635

Nombre de salariés : 234 120

Heures demandées : 16 865 930